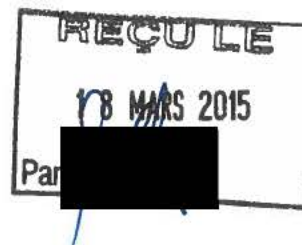


Le 17 mars 2015

Maître Sonia Lebel, avocate  
Procureure en chef  
Commission d'enquête sur l'octroi et  
la gestion des contrats publics dans  
l'industrie de la construction  
600, rue Fullum, sous-sol - secteur 0570  
Montréal (Québec) H2K 3L6



**OBJET : Préavis de conclusion défavorable**

---

Maître,

Nous avons pris connaissance du Préavis en vertu de l'article 82 des Règles de procédure de la Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction daté du 26 février 2015 et voici nos commentaires.

Lors du témoignage de M. Jean Roberge, le nom de notre société a été mentionné en réponse à des questions des procureurs. Vous avez compris que M. Roberge a témoigné de ses actions au moment où il était président et actionnaire de contrôle de Plante et associés, devenue Équation groupe-conseil en 2003.

M. Jean Roberge a quitté Équation groupe-conseil, cédant par le fait même toutes ses actions, en 2007, à la suite d'un désaccord sur le mode de gestion pratiqué par les nouveaux associés. C'est donc dire que notre société n'a plus aucun lien d'affaires avec M. Roberge depuis 2007. Au moment où M. Roberge était président de l'entreprise, il était responsable du compte de Ville de Laval et la façon que ce dernier a géré ce compte constitue le principal point de désaccord avec les autres associés.

À partir de 2007, les actionnaires et associés d'Équation groupe-conseil ont fait le nécessaire pour que les revenus en provenance de Ville de Laval représentent une proportion moins importante des revenus du cabinet. Il est important de noter que la nouvelle administration de la ville nous invite encore à présenter des offres de services.

De plus, Équation groupe-conseil a mis un terme à toute participation à des stratagèmes de collusion après le départ de M. Roberge. Nous avons fait le choix d'appliquer les normes les plus élevées de professionnalisme et d'intégrité dans la pratique de notre profession d'ingénieurs-conseils.

Bien qu'aucun de nos clients ne nous le demande, nous sommes présentement en processus d'accréditation de l'AMF. Notre firme exécute également des travaux pour le Barreau du Québec eu égard à l'immeuble dont le Barreau est propriétaire sur le boulevard St-Laurent. À cet égard, nous joignons un affidavit que j'ai signé à titre de président de la firme. Il est fondamental pour notre firme, considérant les changements que nous avons apportés à nos méthodes de gestion et de développement des affaires en amont de la création de la Commission, que nos efforts soient connus et, le cas échéant, reconnus.

La distance prise de M. Roberge est significative d'un changement fondamental dans la gestion d'Équation groupe-conseil. Ce changement doit être compris comme le rejet pur et simple de toute association possible avec des pratiques commerciales qui, une fois connues des associés de la firme, ont été immédiatement rejetées. Ultimement, ce désaccord important sur le mode de gestion a mené au départ de M. Roberge et au rachat complet de sa participation dans la société.

De ces faits, nous comprenons que la Commission envisage de faire un rapport défavorable à l'égard de M. Roberge, nous vous demandons de faire la distinction entre la gestion de notre firme sous la présidence de M. Roberge et celle sous la présidence du soussigné.

Je suis en tout temps disponible pour rencontrer les représentants de la Commission et leur fournir toute l'information utile pour illustrer ce qui précède et m'assurer que notre firme n'est pas considérée dans le cadre des travaux de la Commission sans les précisions précitées qui sont déterminantes dans la qualification de notre démarche de dissociation des gestes et pratiques présumées de M. Roberge.

Nous joignons donc à la présente les documents suivants :

- Affidavit remis au Barreau du Québec
- Déclaration d'intention de faire une preuve suite à la réception d'un préavis de conclusion défavorable

Nous espérons le tout conforme et vous prions d'agréer, Maître, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

  
Yves Fallu, ing.  
Président

YV/ml

p.j.